Document généré le 25 avr. 2024 15:31

Études internationales

Federica BINDI (dir.), 2010, *The Foreign Policy of the European Union. Assessing Europe's Role in the World*, Washington, DC , Brookings Institutions Press, 368 p.

René Schwok

Volume 42, numéro 2, juin 2011

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1005842ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1005842ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Schwok, R. (2011). Compte rendu de [Federica BINDI (dir.), 2010, *The Foreign Policy of the European Union. Assessing Europe's Role in the World*, Washington, DC , Brookings Institutions Press, 368 p.] *Études internationales*, *42*(2), 252–254. https://doi.org/10.7202/1005842ar

Tous droits réservés © Études internationales, 2011

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

posés depuis 2005 par le gouvernement du Canada semblent suggérer une nouvelle politique sécuritaire, menant à la « militarisation » de l'Arctique ; est-elle à l'avantage du Canada ?

La réponse que donne Stéphane Roussel dans le chapitre 8 mérite l'attention. Selon lui, cette politique est bonne si elle se situe dans le cadre de la doctrine du continentalisme, c'est-à-dire dans l'idée que la promotion des intérêts du Canada passe par une association étroite avec les États-Unis. Non seulement cette doctrine justifie alors le processus de militarisation, mais elle permet de rassurer les États-Unis sur la volonté du Canada de tenir compte de leurs préoccupations de sécurité et donne la possibilité au gouvernement du Canada d'afficher sa détermination à défendre les intérêts nationaux et l'identité du Canada. En d'autres termes, elle maintient le *statu quo* juridique mais aussi la politique pragmatique des deux gouvernements dans la région. Ce faisant, le Canada peut continuer de suivre une politique étrangère internationaliste et il dispose de multiples options sur la scène internationale. Roussel a raison de souligner qu'il est essentiel qu'il y ait de la part du Canada un discours cohérent sur le continentalisme.

La conclusion sur les points principaux touchant l'avenir de l'Arctique, signée par Frédéric Lasserre, est fort intéressante. L'auteur note deux axes de rivalité : le statut des passages arctiques – internationaux ou sous la souveraineté de la Russie ou du Canada ? – et l'extension des plateaux continentaux. Il estime qu'il n'y aura pas de « guerre de détroits », parce qu'il existe actuellement un fort potentiel de coopération non seulement grâce aux activités du Conseil de l'Arctique qui permet aux opinions tant des gouvernements que des groupes autochtones de s'exprimer, mais aussi grâce à la volonté des États riverains de coopérer sur le plan scientifique, notamment sur la question des plateaux continentaux. C'est de très bon augure pour le Canada et lui donne de nombreuses possibilités en politique étrangère.

Cet ouvrage est accompagné d'une multiplicité de tableaux et de figures cartographiques et statistiques. On peut cependant noter une petite carence : une carte sur les lignes de bases au Canada dans le chapitre sur le droit de la mer aurait été fort utile. Sinon, rares sont les ouvrages collectifs qui réussissent à assurer une cohésion thématique, un niveau de recherches élevé de la part de tous les auteurs, une haute qualité de rédaction et une présentation logique et compréhensive du sujet. Celui-ci réussit de façon exceptionnelle. C'est la moindre des qualités de cet ouvrage, qui mérite d'être une lecture obligatoire dans tous les cours de politique étrangère et de défense du Canada.

Stanislav KIRSCHBAUM

Département d'études internationales
Université York, Collège Glendon, Toronto

EUROPE

The Foreign Policy of the European Union. Assessing Europe's Role in the World

Federica BINDI (dir.), 2010, Washington, DC, Brookings Institutions Press, 368 p.

Cet ouvrage est issu d'une conférence tenue à l'Université de Rome en juillet 2008. Son objectif est ambitieux. Il vise en effet à « élucider les mythes associés à la politique étrangère de l'Union européenne » et à les « examiner

dans leurs dimensions complexes et théoriques ».

Plus spécifiquement, l'ouvrage aborde l'ensemble des questions suivantes : Quelle a été l'évolution historique des relations entre l'UE et le reste du monde ? Quels sont les instruments mis en place par l'UE pour traiter avec les différentes parties du monde ? Quels sont les principaux objectifs que l'UE poursuit dans d'autres parties du monde ? Quelle est la contribution de l'UE au développement des droits de l'homme, de la paix et de la démocratie ? L'UE sert-elle au développement économique de régions spécifiques du monde ? La politique extérieure de l'UE est-elle utile à la création d'une identité européenne ? Les populations étrangères sont-elles conscientes que l'UE possède une politique extérieure ? L'UE contribue-t-elle à la promotion de l'intégration régionale dans d'autres parties du monde ?

Cette longue liste d'objectifs disparates montre que cet ouvrage manque d'un fil conducteur unique. Ce livre ne contient malheureusement pas d'arguments nouveaux ni de perspectives originales. Il néglige aussi toute perspective théorique sur le sujet, à part quelques propos rhétoriques sur l'Europe comme puissance normative ou civile. Il s'agit plutôt d'un recueil hétéroclite d'articles, vingt-cinq au total, qui ont été écrits par des contributeurs venant de différents continents et horizons disciplinaires. On y trouve ainsi le pire comme le meilleur.

Ainsi, on ne recommandera pas un chapitre superficiel et militant comme celui de Khalid Emara. Ce dernier, haut fonctionnaire égyptien, se contente de bâcler quatre pages sur l'« Union pour la Méditerranée » sans amener beaucoup d'analyse. Bien entendu, il n'aborde pas la question de l'absence de démocratie dans les pays arabes comme obstacle à la mise sur pied d'une telle Union. Khalid Emara se contente d'affirmer que, pour être efficace, une « Union pour la Méditerranée » devrait suivre la voie tracée par le plan Marshall. Mais il ne donne pas la moindre explication sur les raisons, les montants, l'administration, les destinataires et les effets pervers d'un tel plan.

On trouve par contre, sous la plume d'Alfred Tovias, une réflexion bien plus approfondie sur les dimensions économiques dans cet espace méditerranéen. Non seulement l'auteur plaide pour une libéralisation des échanges économiques, mais il souligne expressément la nécessité de la part de l'UE de démanteler son protectionnisme.

Cet ouvrage contient aussi des chapitres très stimulants, comme celui d'Andrew Morarvcsik, consacré aux relations entre les États-Unis et l'Union européenne. Avant même l'entrée en fonction du président Barak Obama, ce chercheur remettait en cause certains lieux communs sur une possible dissociation du lien transatlantique. D'abord, il critique le point de vue convenu selon lequel l'âge d'or des relations transatlantiques se serait terminé avec la fin de la guerre froide. Puis, il doute de cette vérité transcendante selon laquelle le différend à propos de l'Irak marquerait un conflit de visions et de valeurs (multilatéralisme *vs* unilatéralisme). Enfin, il ne croit pas que l'UE ait miné les chances d'une amélioration des relations transatlantiques du fait de ses propres divisions et de son manque de consensus.

S'appuyant sur des exemples, Moravcsik écarte au contraire chacune des présuppositions sous-tendant cette perception dissociative. Ainsi, son analyse le conduit dans une direction

opposée, beaucoup plus associative : à savoir que les relations transatlantiques sont plus proches et plus prometteuses que jamais. Avec l'Union européenne agissant comme une « superpuissance tranquille » et les États-Unis comme une superpuissance militaire, il pense que les deux acteurs peuvent former une équipe très forte et durable dans l'arène internationale.

L'ombre des États-Unis est également présente dans le chapitre de Finn Laursen consacré aux relations entre l'UE et le Canada. Selon cet auteur, le Canada semble relativement plus intéressé que l'UE à un approfondissement de la coopération avec l'UE, ainsi qu'à la conclusion d'un accord de libre-échange. Laursen remet aussi les relations UE-Canada dans une perspective plus large, décrivant leur développement à travers d'autres organisations internationales comme l'OMC, les Nations Unies, l'OTAN, l'OSCE, etc. Laursen souhaite que des liens plus profonds se développent entre les deux acteurs. En l'absence de plus de libre-échange avec l'UE, il met en garde contre les risques que le Canada devienne de plus en plus dépendant de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Il craint aussi que le Canada, comme avenue alternative à l'UE, porte davantage son attention vers d'autres régions du monde, comme l'Asie de l'Est.

On peut regretter que ce chapitre n'analyse pas plus spécifiquement les raisons de l'échec actuel des négociations entre l'UE et le Canada sur un accord économique et commercial global qui remonte déjà à mars 2004. Il aurait d'ailleurs été intéressant de comparer cette impasse avec le succès de l'accord de libre-échange entre le Canada et les pays de l'Association européenne de libre-échange (Suisse, Norvège, Islande, Liechtenstein), qui est entré en vigueur le premier juillet 2009. En se demandant pourquoi un tel accord a été possible avec ces États européens, on pourrait mieux faire ressortir les obstacles réels à la conclusion à un accord entre le Canada et l'UE.

René SCHWOK

Chaire Jean Monnet, Institut européen et Département de science politique Université de Genève

EUROPE

Ordres et désordres au Caucase

Aude MERLIN et Silvia SERRANO (dir.), 2010, coll. Science politique, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 229 p.

Le Caucase est fréquemment placé au centre de l'actualité depuis l'effondrement de l'Union soviétique. Les conflits qui s'y déroulent, qu'ils soient de nature séparatiste, territoriale, ethnique, ou encore qu'ils opposent deux États, agissent comme autant de facteurs de déstabilisation. Il est d'usage de distinguer deux Caucases : le Caucase du Sud, composé de trois États, la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ayant acquis leur indépendance en 1991 ; et le Caucase du Nord, région située aux marches et aux marges de la Fédération de Russie. Cet ouvrage collectif, qui porte sur les dynamiques internes de certains de ces conflits, considère le Caucase dans son ensemble, en tant qu'il représente, comme le souligne l'un des auteurs, A. Malachenko, un « ensemble géopolitique unique », traversé de multiples interdépendances.

Cet ouvrage est le fruit d'une collaboration entre chercheurs russes,